

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : ASA 16/008/2007 – ÉFAI

26 septembre 2007

AU 250/07

Craintes de torture ou de mauvais traitements / Préoccupations pour la santé

MYANMAR

nationale pour la démocratie)

Myint Myint San (f), membre de la *National League for Democracy* (NLD, Ligue

Paik Ko (h), député NLD de Pakokku

Par Par Lay (h), comédien

Zargana (h), *alias* Ko Thura, comédien

Tin Aung (h), député NLD

Tin Ko (h), membre du mouvement des jeunes de la NLD à Meiktila

U Win Naing (h), personnalité politique

ainsi qu'environ 300 autres personnes, parmi lesquelles des moines

bouddhistes

---

Quelque 300 personnes auraient été arrêtées lors de la répression lancée par le *State Peace and Development Council* (SPDC, Conseil national pour la paix et le développement) contre les manifestations hostiles au gouvernement dans la soirée du 25 septembre à Yangon (ex-Rangoon), l'ancienne capitale, à Mandalay, deuxième ville du pays, ainsi qu'à Meiktila, Pakokku et Mogok. Amnesty International a été informée qu'un certain nombre de personnes s'étaient réfugiées dans la clandestinité.

Certaines personnes auraient été arrêtées dans la soirée du 24 septembre, mais la plupart l'ont été au cours des trente-six heures qui ont suivi, tandis que la répression des forces de sécurité s'intensifiait. Parmi elles figuraient une cinquantaine à une centaine de moines à Yangon. Le parlementaire Paik Ko et au moins un autre député du principal parti d'opposition, la *National League for Democracy* (NLD, Ligue nationale pour la démocratie) dirigée par Daw Aung San Suu Kyi, auraient été appréhendés, ainsi que plusieurs autres membres de la NLD et autres personnalités publiques, dont Zargana, un comédien célèbre et ancien prisonnier d'opinion. Amnesty International craint fortement que les personnes interpellées ne subissent des actes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements.

Des responsables ont confirmé aux journalistes qu'au moins trois moines avaient été tués à Yangon, l'un par balles et les deux autres des suites d'un passage à tabac. Amnesty International a appris de source officielle qu'une cinquantaine de moines avaient été blessés.

En dépit des tensions extrêmes, des milliers de personnes continuent de descendre dans la rue pour participer aux manifestations antigouvernementales menées par des moines, qui auraient demandé aux citoyens ordinaires de rester à l'écart dans le but manifeste de les protéger.

Les forces de sécurité auraient frappé des manifestants à coups de matraque, usé de gaz lacrymogène pour disperser ceux qui bravaient une récente interdiction de se réunir à plus de cinq personnes et procédé à des tirs de sommation en l'air.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les manifestations pacifiques, suscitées par la hausse importante des prix du carburant, ont commencé au mois d'août. Elles se sont rapidement multipliées et rassemblent de plus en plus de participants. Des moines bouddhistes, qui ont pris la tête du mouvement de protestation à la suite d'informations faisant état de bonzes blessés par les forces de sécurité à Pakokku, réclament une réduction du cours des produits de base, la libération des prisonniers politiques et le lancement d'un processus de réconciliation nationale, afin qu'il soit mis fin aux profondes divisions politiques.

Dans la soirée du 25 septembre, les autorités ont lancé une répression contre les manifestants, instaurant un couvre-feu de soixante jours entre 21 heures et 5 heures, et menaçant publiquement de poursuivre en justice les protestataires.

Les violations des droits humains au Myanmar sont généralisées et systématiques. Parmi celles-ci, on peut citer le recrutement d'enfants soldats et le travail forcé, ainsi que les lois rendant passibles de poursuites pénales le fait d'exprimer pacifiquement une opinion politique divergente. À la fin de l'année 2006, la plupart des dirigeants de l'opposition se trouvaient en prison ou en détention administrative ; en tout, plus de 1 160 prisonniers politiques sont détenus dans des conditions qui ne cessent de se détériorer. Par ailleurs, des personnes sont fréquemment arrêtées sans mandat et détenues au secret. La torture et d'autres formes de traitements cruels, inhumains ou dégradants sont des pratiques courantes, notamment lors des interrogatoires et pendant la période précédant les procès. En outre, les actions en justice contre des détenus politiques ne répondent pas aux normes internationales d'équité des procès : les accusés se voient souvent refuser toute assistance juridique et les procureurs s'appuient sur des « aveux » arrachés sous la torture.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :**

- déclarez-vous préoccupé par les informations faisant état de l'arrestation de plusieurs centaines de moines et d'autres manifestants pacifiques, parmi lesquels Zargana, un comédien connu, et le député Paik Ko ;
- exhortez les autorités à les libérer immédiatement et sans condition, à moins qu'ils ne soient inculpés d'une infraction dûment reconnue par la loi ;
- priez-les de veiller à ce que toutes ces personnes soient détenues dans un centre officiel jusqu'à leur libération, et à ce qu'elles soient autorisées immédiatement à consulter un avocat, à recevoir la visite de leur famille et à bénéficier des soins médicaux qui pourraient leur être nécessaires ;
- exhortez les autorités à prendre les mesures nécessaires pour que ces détenus soient protégés contre toute forme de torture ou de mauvais traitements ;
- appelez les autorités à veiller à ce que toute personne au Myanmar puisse exercer pacifiquement ses droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion sans crainte d'être harcelée, intimidée ou arrêtée arbitrairement, conformément aux normes internationales relatives aux droits humains.

**APPELS À :**

Conseil national pour la paix et le développement :

State Peace and Development Council (SPDC)

Senior General Than Shwe

c/o Ministry of Defence, Naypyitaw, Myanmar

**Formule d'appel :** *Dear General, / Mon Général, (si c'est un homme qui écrit) ou Général, (si c'est une femme qui écrit)*

Ministre des Affaires étrangères :

Nyan Win

Ministry of Foreign Affairs, Naypyitaw, Myanmar

**Fax :** +95 1 222 950

+95 1 221 719

**Formule d'appel :** *Dear Minister, / Monsieur le Ministre,*

Procureur général :

U Aye Maung

Attorney General

Office of the Attorney General, Office No. 25, Naypyitaw, Myanmar

**Fax :** +95 67 404 146

+95 67 404 106

**Formule d'appel :** *Dear Attorney General, / Monsieur le Procureur général,*

Responsable des forces de police :

Brig-General Khin Yi

Director General, Myanmar Police Force, Naypyitaw, Myanmar

**Formule d'appel :** *Dear Director General, / Monsieur,*

**COPIES** aux représentants diplomatiques du Myanmar dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.** APRÈS LE 6 NOVEMBRE 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.